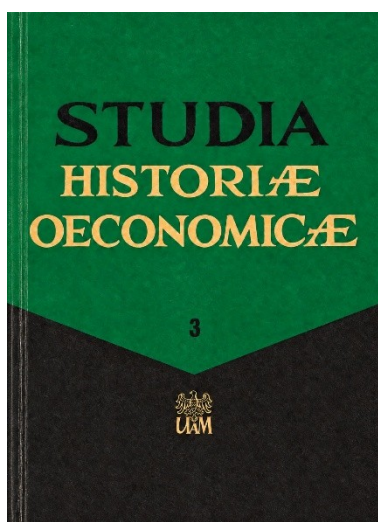




Pietrzak-Pawłowska, I. (1969) 'Industrialisation des territoires européens arriérés au XIXe siècle', *Studia Historiae Oeconomicae*, 3, pp. 181–200.

<https://doi.org/10.14746/sho.1969.03.1.010>

<https://pressto.amu.edu.pl/index.php/sho/issue/archive>

The text was digitised from an earlier printed edition of *Studia Historiae Oeconomicae*. The digitisation process involved scanning, automated optical character recognition (OCR), and subsequent manual verification of the recognised text. The original source material is held by the Collegium Historicum Library at Adam Mickiewicz University, Poznań.
bch.amu.edu.pl

The task was carried out within the framework of the competition “Social Responsibility of Science II – Support for Scientific Libraries”. The project entitled “Digitization of archival editions of scientific journals collected by the Library of the Coll. Historicum of Adam Mickiewicz University”. The project was co-financed from state budget funds granted by the Minister of Science within the framework of the Programme Social Responsibility of Science II. Support for Scientific Libraries (agreement no. BIBL/SP/0092/2024/02 of 05.12.2024).

Total value of the project: PLN 247,236.00. Amount of co-financing: PLN 220,836.00.



UNIwersytet
IM. ADAMA MICKIEWICZA
W POZNANIU



Ministerstwo Nauki
i Szkolnictwa Wyższego



Spółeczna
Odpowiedzialność
Nauki II

Irena Pietrzak-Pawłowska

INDUSTRIALISATION DES TERRITOIRES EUROPÉENS ARRIÉRÉS AU XIX^e SIÈCLE

I. *Les critères de division des territoires économiques*

Les recherches historiques sur le processus d'industrialisation des pays particuliers ont à la base d'analyses comparatives de classification de types d'industrialisation, de détermination des critères de division de l'Europe et des autres continents en territoires développés et arriérés.

Parallèlement, la théorie économique de croissance déduit de la confrontation des conditions de l'industrialisation aux XIX^e et XX^e siècles les modèles futurs d'un développement accéléré¹.

Les investigations historiques sur les facteurs du retardement soit de l'accélération du développement économique acquièrent par conséquent, un poids tout particulier. Cependant, dans les oeuvres de synthèse sur l'histoire économique de l'Europe on continue à exposer les modèles de l'industrialisation des pays occidentaux, en consacrant beaucoup moins d'attention à l'analyse des conditions de développement des territoires arriérés².

De nouvelles tendances dans ce domaine annonce une synthèse fondamentale, à savoir: *The Cambridge Economic History of Europe*. Le thème: „The Industrial Revolution and after” du VI^e volume embrasse deux siècles (1750—1950)³. Un plus grand écart chronologique permet

¹ Bibliographie partielle et annotée de publications et documents des Nations Unies concernant des aspects généraux et les aspects méthodologiques de la planification du développement (1955—1965). New York 1966, ainsi que publications récentes: *Études sur la situation et les perspectives économiques de l'Europe*, Genève t. I. 1948 — t. XX, 1967.

² E. a. W. Ashworth, *A Short History of the International Economy 1850—1950*, Londres (1954); H. Hausherr, *Wirtschaftsgeschichte der Neuzeit*, ed. 3, Cologne-Graz 1960; H. Heaton, *Economic History of Europe*, NYork 1948; T. Perroux, *L'économie du XX^e siècle*, ISEA. Paris 1964.

³ *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. VI. The industrial revolutions and after: incomes, population and technological change. Ed. H. J. Habakkuk, M. M. Postan, Cambridge 1965 (1—2 parties).

aux auteurs de donner une présentation complète de l'histoire de l'industrialisation des pays européens dans les époques historiques: du régime féodal tardif et du capitalisme, ainsi que dans les pays socialistes contemporains.

Outre le modèle classique de la révolution industrielle anglaise, on a pris aussi en considération son développement différent dans d'autres pays occidentaux. En ce qui concerne les territoires arriérés, ce n'est que la Russie qui les représente dans cette synthèse; c'est là, en effet, que s'accumulaient au XIX^e siècle tous les facteurs freinant l'industrialisation capitaliste. Cependant leur caractéristique en voie d'élimination d'autres structures dans les pays arriérés de l'Europe méridionale et centrale limite la connaissance adéquate des processus qui s'y déroulaient.

Quelles mesures appliquait-on à la division de notre continent en territoires développés et arriérés? Dans les études historiques on reporte leur genèse à la première phase du passage d'une économie où dominait l'agriculture à sa nouvelle structure — industrielle.

Les critères marquant les césures chronologiques de la si-nommée révolution industrielle (mécanisation de la production industrielle et phénomènes économiques, sociaux et civilisateurs qui en découlaient) — malgré leur caractère discutable — y sont pris en considération dans cette étendue, dans laquelle ils furent inclus aux synthèses historiques des pays particuliers⁴.

En ce qui concerne les phases consécutives de l'industrialisation et l'analyse comparative de son niveau, les taux appliqués⁵ sont très complexes. Ce sont: puissance des ressources de l'énergie mécanique ainsi que la technologie de la production, structure de l'industrie selon les branches particulières, structure professionnelle de la population, participation de l'industrie au revenu national, montant du revenu social par tête d'habitant. En établissant les coefficients modernes du niveau de l'industrialisation on prend aussi en considération l'infrastructure, les phénomènes d'urbanisme, l'essor des services et autres. Cependant la statistique historique des pays arriérés au XIX^e s. n'était limitée

⁴ Les critères admis pour délimiter la césure chronologique de la révolution industrielle ne sont pas pourtant interprétés dans un sens unique; T. S. Ashton, *The Industrial Revolution. A Study of Bibliography*. Londres 1927. T. S. Ashton, *The Industrial Revolution (1760—1830)*. Londres 1948; A. L. Dunham, *La révolution industrielle en France (1815—1848)*. Paris 1953; W. O. Henderson, *The industrial revolution of the continent 1800—1914*, Londres 1961; par la césure finale l'auteur souligne la longue durée de ce processus sur les territoires de l'Est. Tandis que S. G. Strumilin accentue la période de l'industrialisation du capitalisme précoce dans: *Promyszlennyj piereworot w Rossii (1830—1860)*. *Oczerki ekonomicz-skoj istorii Rossii i SSSR*, Moscou 1966, p. 390—458.

qu'aux éléments économiques de base, tels: démographie, localisations territoriales, production agricole et industrielle, ainsi que main d'œuvre.

Afin de montrer les proportions, ou plutôt les disproportions spatiales résultant du processus dynamique de l'industrialisation des pays européens au XIX^e et au début du XX^e siècles, nous distinguerons ci-dessous six zones géographiques et économiques, tout en tenant compte du nombre de leur population.

Tabl. 1. Surface et nombre de la population en Europe (1850—1938)⁵.

Europe	Surface en milliers de km ²	Nombre de la population en millions			Accroissement de la population	
		vers 1850	vers 1900	vers 1930	1850—1900	1900—1930
Total	11 425	266.2	400.6	528.3	51 %	31 %
dont:						
de l'Est	5 999	58,4	107,1	136,5	84 %	27 %
du Nord	1 540	7,9	12,4	22,2	55 %	79 %
du Centre	1 219	70,9	108,2	135,3	53 %	28 %
du Sud-Est	828	15,0	22,1	49,6	47 %	124 %
du Sud-Ouest	907	42,4	56,5	75,6	33 %	33 %
de l'Ouest	932	71,6	94,3	109,1	32 %	16 %

En appliquant comme critère chronologique le plus général la fin de la révolution technique dans l'industrie, on ne peut considérer comme territoire industrialisé vers 1850 que la zone occidentale de l'Europe; elle constituait à peine 8% de toute la superficie, mais concentrait 27% de sa population.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle l'étendue de l'industrialisation selon ce critère engloba: l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche-Hongrie, le Royaume Polonais (dans les frontières de l'empire russe), ainsi que certaines régions de la zone de l'Est et du Nord. Les centres industriels

⁵ W. Woytinsky. *Die Welt in Zahlen*, t. I: *Die Erde, die Bevölkerung, der Volksreichtum*. Berlin 1925; L. Elster (réd.), *Wörterbuch der Volkswirtschaft*, t. I—III, Jena 1931—1933; W. A. Lewis, *Economic Survey 1919—1939*, Londres 1949; L'élaboration critique de: St. Szulc, *Ludność (Population)*. Encyklopedia Nauk Politycznych t. III, Warszawa 1938; Aux zones particulières furent comptés les pays suivants dans leurs frontières historiques: Europe de l'Est: Russie Européenne sans Finlande; Europe du Nord: pays Baltes et Scandinaves: Finlande, Suède, Norvège, Danemark, Islande et après 1918: Estonie, Lettonie et Lituanie; Europe Centrale: Allemagne, Autriche-Hongrie, Suisse, et après 1918 les pays délivrés: Pologne, Tchécoslovaquie; Europe du Sud-Est: pays Balkans; Europe du Sud-Ouest: pays des péninsules des Apennins et Ibérique; Europe de l'Ouest: Grande Bretagne, Irlande, France, Belgique, Hollande, Luxembourg.

dans ces deux dernières zones, sur le fond du panorama agricole du pays, étaient beaucoup plus dissipés qu'en Europe occidentale et centrale. Les territoires arriérés constituaient vers 1900 tout au moins 70 p.c. du territoire de l'Europe.

Dans la deuxième moitié du XIX^e s. la croissance démographique de l'Europe (de 51 p.c. au total) se caractérisait par une polarisation spatiale caractéristique: la culmination incombe à la zone de l'Est (84 p.c.), dans les zones centrale et du Nord elle dépasse de peu la moyenne (55 p.c. et 53 p.c.). La plus basse natalité se manifeste dans les pays occidentaux (32 p.c.) et ceux du Sud-Ouest (33 p.c.).

Dans les premiers trente ans du XX^e s. cette polarisation persiste, car dans les pays de l'Occident la croissance démographique diminue de moitié, tandis que dans la zone Sud-Ouest se maintient une stagnation. En ce qui concerne d'autres territoires, la culmination de la croissance démographique incombe aux pays du Sud-Est (124 p.c.). C'est là aussi que se déplace le pôle du retardement économique.

Dans les débuts du XX^e s. les disproportions entre la dynamique de la croissance démographique et le degré du développement de l'économie industrielle ont influé sur l'orientation du marché: une tendance permanente à l'exportation des produits industriels, des équipements des usines et des capitaux d'investissement, ainsi que de cadres techniques, de l'Ouest vers l'Est et le Sud-Est. La migration de la main d'oeuvre, cependant, se dirigeait de l'Est et du Sud vers l'Ouest. Ces deux courants des éléments mobiles de l'économie industrielle furent la raison que l'étendue des effets de l'industrialisation était de beaucoup plus importante que celle qui pouvait résulter de l'emplacement territoriale des établissements industriels⁶.

En opérant d'un plus grand nombre de zones géographiques et économiques on peut mieux apercevoir la différenciation des types de l'industrialisation capitaliste sur les territoires „arriérés” de l'Est, du centre et du Sud. Nous allons concentrer notre attention sur les conditions historiques du développement économique de la zone de l'Europe Centrale, dont l'étendue dans l'espace est interprétée d'une manière variable.

Après 1918, lors de la victoire de la révolution socialiste en Russie et du démembrement des grandes monarchies voisines, englobant de multiples nations (Autriche-Hongrie et Allemagne), dans la zone cen-

⁶ G. D. H. Cole, *Industrialism*. Encyclopaedia of the Social Sciences t. VIII, NYork 1957 p. 18—26; Cf. rapports: W. W. Rostow, *Industrialisation and economic growth*; P. Vilar, *Croissance économique et analyse historique* (dans:) Première Conférence Internationale d'Histoire Economique (Stockholm) 1960. *Typologie de l'industrialisation* (dans:) Deuxième Conférence Internationale d'histoire économique 1962, Aix-en-Provence, p. 487—562.

trale se sont formés des Etats moyens et petits, restitués ou nouveaux. de structure pour la plupart agricole. Leur „retardement”, approfondi à la suite de douloureuses destructions causées par la guerre, se manifestait dès lors bilatéralement: par rapport aux pays occidentaux développés, qui y dirigeaient leurs capitaux à la recherche de profits supplémentaires, ainsi que par rapport à l'Union Soviétique, à l'époque de son industrialisation accélérée d'après le modèle socialiste.

Dans la période de la deuxième guerre mondiale la zone de l'Europe Centrale a subi de nouvelles destructions dans des dimensions catastrophales pour l'existence des Etats petits et moyens. Les conceptions et les perspectives de leur reconstruction furent formulées dans la phase finale de la guerre suivant le modèle capitaliste „satellitaire” (cf. les discussions à l'Institut des Affaires Internationales à Londres — annotation 18). A la suite de la guerre et des changements révolutionnaires, c'est le modèle de l'industrialisation socialiste qui en définitive a pris le dessus sur ces territoires.

Dans les vingt dernières années, en rapport avec les nouveaux systèmes politiques de l'Europe et les modèles différents d'industrialisation, celle des pays capitalistes et des pays socialistes, compte tenu aussi de l'intégration économique progressive, s'efface souvent la diversité des conditions génétiques. En voici l'ébauche de deux tendances dans les disciplines économiques, et — à leur suite — dans l'historiographie générale. La première tend à opposer l'Europe Occidentale à l'Europe Orientale, en traçant la ligne de démarcation par l'étendue des formations économique-sociales existant à l'époque. En accentuant leurs développements actuellement opposés, on nie les rapports de leur interdépendance historique au XIX^e s.

L'autre tendance envisage la différenciation géographique et historique de la zone de l'Europe Centrale, en comprenant par ce terme les territoires des pays Balkans et de ceux situés entre l'Allemagne et l'URSS. Bien que cette désignation soit interprétée de façons différentes, p.e. selon les critères économiques (prépondérance ou participation marquée de l'économie agraire), les critères du régime politique (pays de la démocratie populaire), ainsi que les rapports culturels (langues slaves — son adaptation dans les publications internationales, p.e. celles de l'UNESCO, fraye le chemin à une meilleure compréhension des conditions historiques de ce groupe de pays⁷.

⁷ P. George, *L'économie de l'Europe Centrale, slave et danubienne*, Paris 1949, compte six pays à la zone centrale (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie), en déterminant leur territoire global dans les fron-

En caractérisant les conditions historiques de l'industrialisation des pays de l'Europe Centrale, surtout sur la base des études relatives à l'industrialisation des terres polonaises, nous prendrons en considération les questions suivantes:

- les facteurs retardant la révolution industrielle dans la première moitié du XIX^e siècle,
- les facteurs accélérant l'industrialisation après 1850,
- les rapports d'opposition et d'interdépendance des territoires arriérés et développés de l'Europe dans la première moitié du XX^e siècle.

Nos recherches embrassent des éléments structuraux, relativement comparables dans le temps et dans l'espace, tels: le système de production technique et celui de l'économie de l'industrie en connexion avec le système des relations sociales.

II. Facteurs retardant la révolution industrielle

Dans la période du régime féodal tardif commence à se dessiner la division du travail entre les pays agricoles de l'Europe situés sur les territoires intracontinentaux, et les pays maritimes dont les relations commerciales d'outre-mer étaient fort développées et qui exerçaient l'exploitation de leurs colonies. Le deuxième groupe de pays a formé le modèle de l'industrialisation capitaliste précoce, basée sur l'accumulation non seulement intérieure, mais aussi extérieure des capitaux⁸, qui n'a pas pu être appliqué aux pays agricoles. Ceux-ci devaient chercher d'autres sources d'accumulation, surtout dans le domaine de l'échange commercial.

La révolution industrielle dans les pays de l'Occident a fait croître la demande de produits agricoles. Ceci a permis de conserver sur les territoires à l'Est de l'Elbe de grands domaines agraires (*latifundia*) riches en minerais (houille et minerais de métaux), en contribuant, en outre, au retardement des réformes agraires jusqu'au milieu du XIX^e s. ou aux années 1860.

C'est dans ces conditions que se sont formées les caractéristiques de l'industrialisation „retardée” des territoires en question et notamment⁹:

tières d'après 1945 comme un dixième de tout le territoire de l'Europe; Voir: Publications UN Department of Economic and Social Affairs, NYork: Statistical Yearbook, Economic Survey of Europe, Economic Bulletin for Europe. Revue Internationale des sciences sociales UNESCO, Paris.

⁸ T. S. Ashton, ed. *An Economic History of England*: (vol. III) *The 18th Century* (T. S. Ashton); (vol. IV) *1800—1870* (A. H. John); (vol. V) *1870—1939* (W. Ashworth). A. D. Gayer, W. W. Rostow, A. J. Schwartz, *The growth and fluctuation of the British Economy 1790—1850*, Oxford 1953.

⁹ W. Kula, *Szkice o manufakturach w Polsce XVIII w.* (*Esquisses sur les*

— L'interdépendance du développement de l'industrie et de l'agriculture en ce qui concerne l'approvisionnement de la production, la main d'œuvre et les débouchés.

— Le type dominant de la manufacture seigneuriale, basée sur l'exploitation des ressources propres, de l'énergie hydraulique, du bois combustible, de la main d'œuvre à mi-corrée produisant pour les besoins du domaine et pour le marché local. La prépondérance économique de ce type sur la manufacture bourgeoise basée sur le capital commercial.

— Une longue coexistence de l'économie naturelle à la campagne et du petit capitalisme artisanat en ville freinant le développement du marché intérieur et l'accumulation des capitaux.

— Le secteur privé de l'entreprise industrielle développait principalement les branches de l'industrie de consommation: agricole et alimentaire ainsi que textile; celles-ci engageant des investissements limités, assuraient des chiffres d'affaires rapides et des revenus maxima.

— La production de l'industrie minière et de la sidérurgie, exigeant des investissements importants, subit une régression dans la période du régime féodal tardif.

— La politique fiscale des monarchies féodales ne chargeait ni la rente foncière, ni la rente minière des propriétaires de grands domaines. Au contraire, les moyens fiscaux passaient au secteur privé en voie de crédits à bas intérêt, de bail de monopoles fiscaux et de livraisons spéculatives issues des commandes du gouvernement.

— L'isolation du secteur de l'Etat dans l'industrie lourde (pour des fins fiscales et militaires), basée sur les formes de la propriété féodale des ressources de matières premières, n'avait aucun rapport avec la calculation capitaliste des investissements (comme p.e. en Prusse) et n'a pas influé efficacement sur le développement durable de la production des moyens de production.

La révolution technique dans l'industrie des pays arriérés a été initiée par l'importation de machines-outils, ainsi que de machines de transport et de mécanismes énergétiques.

Un des facteurs importants retardant l'industrialisation des pays de

manufactures en Pologne du XVIII^e s.) ainsi que: Badania nad dziejami przemysłu i klasy robotniczej w Polsce (*Recherches sur l'histoire de l'industrie et de la classe ouvrière en Pologne*) t. I—VII. Warszawa 1956—1968. W. Kula, *Les débuts du capitalisme en Pologne dans la perspective de l'histoire comparée*. Rome 1960. J. Jedlicki, Nieudana próba kapitalistycznej industrializacji. Analiza państwowego gospodarstwa przemysłowego w Królestwie Polskim XIX w. (*Un essai manqué d'industrialisation capitaliste. Analyse de l'économie industrielle d'Etat au Royaume Polonais au XIX^e s.*); J. Łukasiewicz, Przewrót techniczny w przemyśle Królestwa Polskiego 1852—1886 (*Révolution technique dans l'industrie du Royaume Polonais 1852—1886*), Warszawa 1963.

l'Europe centrale, de l'Est et de l'Europe du midi fut l'émigration de la main d'oeuvre en général la plus productive (en plein âge de production). La migration vers les régions d'un niveau d'industrialisation supérieur constituait pour ces gens une chance de promotion économique. Il est caractéristique que l'intensité de l'émigration permanente dans les pays occidentaux de l'Europe ainsi que dans les pays transocéaniques se poursuivait dès la fin de la révolution industrielle dans les pays arriérés. Elle résultait de la disproportion entre la croissance démographique supérieure à la rapidité et l'étendue de l'industrialisation.

Les conditions ainsi que les caractéristiques de l'industrialisation des pays agricoles, mentionnées ci-dessus, constituaient vers 1870 une prémisses à la nouvelle „division du travail” et des marchés en Europe: elles augmentèrent l'expansion des capitaux des pays développés sur les territoires des zones centrale, méridionale et orientale aux fins de l'exploitation des richesses naturelles et de la main d'oeuvre à bon marché ¹⁰.

III. *Les facteurs accélérant l'industrialisation*

La tendance à l'accélération de la révolution industrielle sur les territoires arriérés, constituant jusqu'à la fin du XIX^e siècle la majeure partie du continent européen, a trouvé son expression dans les conceptions économiques de l'autarchie, qui s'opposaient à la théorie classique de libre concurrence sur les marchés mondiaux. A leur base résidait le principe du développement des ressources intérieures, de l'exploitation des richesses naturelles et l'industrie, l'accumulation des capitaux nationaux avec l'appui de la politique protectionniste de l'Etat (F. List).

L'ingérence dans le but d'accélérer l'industrialisation se manifestait le plus visiblement: dans la législation réglant les structures agraires, dans les fonctions des organes de l'Etat en tant que: propriétaire des territoires riches en matières premières, des manufactures et des entreprises de transport, investeur et créateur immédiat. Il n'est pas juste, cependant, d'identifier la politique économique de l'autarchie avec „la voie prussienne” de l'industrialisation, dont les succès étaient dûs non seulement aux moyens économiques, mais aussi politiques et militaires — servaient non pas à la protection et au développement des ressources du pays, mais à l'expansion sur les territoires voisins, et finalement aux fins de la politique impérialiste à l'échelle mondiale.

¹⁰ K. Secomski, Problem międzynarodowego i międzyregionalnego podziału pracy na tle teorii rozmieszczenia sił wytwórczych (*Problème de l'internationale et de l'interrégionale division du travail examiné sur le fond de la théorie de dislocation des forces de production*). Ekonomista 1964 fasc. 4. Blocages et freinages de la croissance et du développement. Revue Tiers-Monde, éd. Institut d'étude du développement économique et social, t. VIII, Paris 1967.

Comme facteurs intérieurs accélérant l'industrialisation du type autarchique dans la zone de l'Europe centrale et orientale il nous faut mentionner:

- l'intensification de l'agriculture et de l'agrotechnique à l'époque de la crise agraire en Europe,
- la suppression des droits de propriété féodaux aux gisements de minerais (1865—1870),
- le développement de la construction de lignes ferroviaires et la création du marché intérieur, le développement des villes et des centres industriels.

Une grande chance pour l'industrialisation plus rapide sur les territoires de l'Europe centrale et orientale constituait dans la seconde moitié du XIX^e siècle la convergence de la révolution technique dans l'industrie et dans le transport, ainsi que l'adaptation des plus modernes aménagements techniques¹¹.

La construction ferroviaire devint un stimulant à la croissance de l'accumulation intérieure, au développement de l'industrie lourde: minière et sidérurgique, ainsi que de certaines branches de l'industrie métallurgique (de transport). L'essor relativement important de ces branches vers la fin du XIX^e s. a influé sur la modernisation de la structure de l'industrie, bien qu'il n'ait pas égalisé la prépondérance des industries de consommation (textile, alimentaire).

Parallèlement, les grandes magistrales ferroviaires menant de l'Ouest vers l'Est ont contribué à intensifier l'exportation des marchandises industrielles sur les marchés absorbants de l'Est. Afin de préserver leur industrie natale la Russie des tzars et les pays voisins ont fait en 1877 un détour de la politique douanière de libre concurrence vers une politique protectionniste.

Sous la protection des barrières douanières on finalisait la révolution technique dans l'industrie des pays en question. Ce ne fut pourtant que le type d'une demi-autarchie, car les constructions ferroviaires et l'adaptation d'aménagements techniques modernes dans l'industrie n'ont pu être obtenues qu'avec la participation importante des capitaux étrangers d'investissement soit de prêt, ce qui devint une prémisse de la dépendance économique. Si nous voudrions analyser qui a financé la révolution technique dans l'industrie des pays arriérés en Europe, nous apercevrons trois partenaires. Premièrement — les propriétaires des terrains riches en matières premières et des entreprises seigneuriales qui

¹¹ P. P. Ljaszczenko, *Istorija narodnogo chozjajstva SSSR*, t. II: *Kapitalizm* (Ed. 3) Moscou 1952; P. A. Chromov, *Ekonomika Rossii perioda promyslenogo kapitalizma*. Moscou 1963.

s'engageaient dans des constructions ferroviaires dans l'attente de triples profits: la croissance de la rente foncière, les gains industriels et les intérêts des capitaux. L'histoire des fortunes des magnats silésiens, polonais et russes en témoigne.

Les propriétaires des manufactures bourgeoises en furent le second partenaire. Sans profiter, comme les entreprises seigneuriales, de leurs propres ressources en ce qui concerne les matières premières, l'énergie mécanique ou les réserves de la main d'oeuvre paysanne, ils ont basé leur activité sur le calcul économique. La partie accumulée de gains capitalistes fut destinée aux investissements, ce qui contribuait à la diminution des frais et assurait un plus grand écoulement à l'échelle du marché national et des marchés étrangers.

Le capital étranger cherchant des gains maxima par l'exploitation des richesses naturelles, la participation dans les constructions ferroviaires et dans l'industrie des pays arriérés, devint le troisième partenaire. Sa pénétration vers l'Est s'est accrue après 1873, lors de la crise économique. Un stimulant supplémentaire constituaient les changements dans la structure spatiale de l'industrie sur les territoires de l'Occident européen, où les „vieilles” régions étaient au point de vue technique distancées par les „nouvelles”, tel le bassin de Rhin-Westfalie. On peut noter l'exportation des équipements techniques amortis, installés dans les usines des pays arriérés, qui constituaient l'apport des biens permanents aux sociétés mixtes fondées par les entrepreneurs étrangers avec les propriétaires seigneuriales.

Le rôle et les fonctions des capitaux étrangers dans l'industrialisation de ces pays furent multiples. Tout au début ce sont les positifs résultant de l'accélération de la révolution technique qui l'emportaient; dans le développement consécutif, si les centres de disposition restaient à l'étranger, une tendance à exporter les gains venait de se manifester. Ceci affaiblissait l'accumulation intérieure dans les pays arriérés et freinait le progrès de l'industrialisation.

Le capital étranger, engagé dans l'industrie des pays de l'Europe centrale et orientale, changeait sa structure au tournant des XIX^e et XX^e siècles. La participation des capitaux d'investissement (anonymes) diminuait, tandis qu'augmentait le rôle de prêts nantis d'une garantie gouvernementale. L'expansion des capitaux-prêts se caractérisait par une beaucoup plus grande mobilité, une rapidité d'opérations adaptée à la conjoncture économique et politique. A l'heure de la crise balkanique (1886) les capitaux français et belges placés en Russie et dans certains pays Balkans ont pris le dessus sur les capitaux allemands. Les prêts des banques françaises ont été sensiblement élargis après la conclusion de l'alliance franco-russe (1893).

Les capitaux français placés en Russie atteignirent en 1904 la somme de 6966 millions de francs fr., dont seulement 11,5 p.c. constituait le capital d'investissement et 88,5 p.c. — celui des prêts¹².

La dislocation géographique des capitaux d'investissement étrangers (français) indique qu'ils étaient surtout concentrés dans les régions minières et sidérurgiques (de l'Ukraine et du Royaume Polonais), en y constituant environ 60 p.c., tandis qu'à la région centrale de Moscou n'incombait que 30 p.c. et à celle du Nord (St. Petersburg) et autres — 10 p.c.

En ce qui concerne le montant des placements, la région du Royaume Polonais occupait la troisième place (après l'Ukraine et la région de Moscou). Celui-ci n'avait cependant aucune chance, de même que d'autres pays subordonnés, de mener une politique économique indépendante, d'obtenir des prêts à la suite d'opérations internationales ni de participer aux gains des branches de l'industrie militarisées.

La modernisation de la structure technique de l'industrie, appelée „deuxième révolution technique” réalisée sur la base de l'énergie électrique, se poursuivait dans les pays de l'Europe centrale et orientale dans les débuts du XX^e s. Les branches de l'industrie relevant de l'énergie électrique étaient déjà dominées par les firmes mondiales qui, de leur côté, dirigèrent leur expansion vers ces territoires. Les concessions qui leur ont été accordées pour la construction de tractions et d'aménagements communaux ont accéléré la formation de l'infrastructure moderne. Les représentants des firmes étrangères, cependant, ont imposé des prix élevés, en chargeant ainsi les budgets des villes et des entreprises privées. Dans le bilan définitif ces conditions ont été la raison de l'étendue limitée de l'électrification dans les pays mentionnés ci-dessus, ce qui abaissait le standard et l'essor de l'industrialisation par rapport aux pays développés.

¹² R. Hilferding, *Das Finanzkapital*. Vienne 1923; G. Diouritsch, *L'expansion des banques allemandes à l'étranger, ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne*, Paris 1909; P. W. Ol, *Inostrannyje kapitally w Rossii*, Piotrograd 1922, *Materialy po istorii SSSR*, Institut Istorii Akad. Nauk SSSR, t. VI, réd. A. L. Sidorow, Moscou 1959; K. N. Tarnowski, *Sovietskaja istoriografija rossijskovo impierializma*, Moscou 1964; R. Cameron, *France and the economic development of Europe 1800—1914*. NYork 1961. Encyclopédie Polonaise vol. III. *Vie économique de la Pologne*, Lausanne-Paris 1919. H. Tennenbaum, *Położenie międzynarodowe Polski na tle jej polityki gospodarczej (Situation internationale de la Pologne sur le fond de sa politique économique)*, Warszawa 1921. Du même auteur: *Struktura gospodarstwa polskiego (Structure de l'économie polonaise)*, Warszawa 1932, *Uprzemysłowienie ziem polskich w XIX i XX wieku (L'industrialisation des territoires polonais aux XIX^e et XX^e siècles)* réd. I. Pietrzak-Pawłowska. Wrocław-Warszawa.

La concentration de l'industrie, étant un des indices du progrès de l'industrialisation, témoigne dans les débuts du XX^e s. du primat des régions modernisées en Russie par rapport aux pays de la zone centrale, politiquement dépendants. En ce qui concerne leur structure au point de vue grandeur, les établissements industriels employant plus de cent ouvriers ont atteint, par rapport au nombre total d'ouvriers (en 1903) 87,1 p.c. dans la région de Moscou, 81,7 p.c. dans celle de St. Petersbourg et 70,4 p.c. au Royaume Polonais. La concentration du prolétariat de la grande industrie dans les régions métropolitaines a intensifié les forces révolutionnaires intérieures.

Les capitaux de prêt étrangers, subventionnant les finances des semi-féodales monarchies orientales dans les débuts du XX^e s., prolongeaient leur existence malgré la tension des oppositions internes, sociales et politiques. La centralisation des capitaux se poursuivait sur le plan de l'union des intérêts du secteur de l'Etat et du secteur privé (grands domaines et grande industrie); ceci caractérisait le capitalisme d'Etat en Russie des tzars. La politique de commandes rentables du gouvernement données aux établissements-favorits, liés aux cercles de la cour, facilita au commencement du XX^e s. la monopolisation des branches fondamentales de l'industrie. Malgré les interdictions issues des statuts il y avait avant la guerre mondiale en Russie environ 100 cartels et syndicats industriels, liés aux plus importantes banques européennes.

Les disproportions entre le développement de l'industrie relativement intensif, ainsi que la structure économique élevée des régions prééminentes et l'économie agraire semi-naturelle avec la colonisation urbaine dissipée, constituaient les caractéristiques de la structure économique des pays arriérés, faisant objet de la présente dissertation.

IV. *Les rapports d'opposition et d'interdépendance au XX^e siècle*

La division de l'Europe après la première guerre mondiale se caractérise par l'approfondissement des oppositions économiques entre les pays développés et „arriérés”.

Les premiers ont engagé des moyens extrêmes pour l'agrandissement du potentiel des branches militarisées de l'industrie lourde. Les deuxièmes ont subi la régression à la suite de destructions douloureuses de la guerre, de dévastation économique, d'évacuation des établissements industriels et du régime de spoliation par rapport aux richesses naturelles, exercée par les partis luttant sur ces territoires, ainsi que par l'application du système de recrutement forcé de la main d'oeuvre et de son exploitation, extrême.

Dans la période de reconstruction économique ce n'est que la Russie

qui, après les réformes révolutionnaires et la nationalisation de la terre et des richesses naturelles, des établissements industriels et des banques, réalisait la politique de l'autarchie économique. Le nouveau modèle de l'industrialisation socialiste s'appuyait sur les principes suivants: 1. obtenir par la nationalisation la domination du secteur de l'Etat, 2. centraliser les fonds d'accumulation et planifier les investissements à l'échelle de l'économie nationale, 3. assurer la priorité du développement de l'industrie des moyens de production, 4. moderniser le système technique par l'électrification, 5. rehausser constamment le rendement du travail. Le modèle de l'industrialisation socialiste remportait des succès au temps de la crise économique mondiale de 1929—1933 et décida de la promotion économique rapide de la Russie Soviétique (Européenne).

Les Etats de l'Europe centrale et méridionale, surgis soit restitués après 1918 à la suite d'une nouvelle division politique, n'avaient pas de chance d'accélérer l'industrialisation. Ils ont conservé le régime capitaliste avec tous les éléments de la structure du régime semi-féodal dans l'agriculture. Les facteurs retardant l'accumulation intérieure continuaient à agir, tandis que les besoins d'investissement relatifs à la reconstruction du réseau de communication et de l'appareil de production technique augmentèrent. La demande des capitaux de prêt et d'investissement approfondissait la dépendance des centres de la grande finance à l'étranger.

Parmi les facteurs intérieurs freinant le développement économique des pays discutés les plus sensibles résultaient de la conservation d'une structure semi-féodale de propriété dans l'agriculture, ce qui était la raison de l'augmentation du nombre de petits cultivateurs et de paysans sans terre, ainsi que de fortes tensions sociales à la campagne. Les contradictions sociales étaient liées aux contradictions nationales, car les grands propriétaires fonciers représentaient souvent les anciens conquérants allemands, en particulier dans les pays Baltes, en Poméranie et en Silésie. Les réformes agraires amorcées immédiatement après la fin de la guerre (1919—1920) avaient un caractère radical et tendaient, soit à l'expropriation sans indemnité (p.e. en Estonie), soit au rachat et au parcellement des grands domaines fonciers. Cependant, au fur et à mesure de la stabilisation du capitalisme (après 1924) on limitait l'étendue des réformes et du parcellement. En définitive, on n'obtint guère sur cette voie la reconstruction de la structure agraire, ni l'intensification de l'agriculture des petites exploitations liées au marché local, on ne liquida pas non plus les énormes réserves de la main d'oeuvre à la campagne (en Pologne p.e. évaluée à 8 millions environ).

Nous ferons le bilan des dix premières années d'après-guerre dans le développement économique des pays européens en deux catégories

principales, à savoir: relation de l'économie agraire et d'autres domaines. En prenant pour critère l'emploi de la population dans d'autres professions que l'agriculture, nous pourrions distinguer approximativement l'étendue de trois territoires: arriérés (au-dessous de 30 p.c.), intermédiaires (de 30 à 50 p.c.) et développés (au-dessus de 50 p.c.).

Trois Etats possédaient le plus bas pourcentage de l'emploi dans les professions non-agricoles; cette caractéristique concernait encore à cette époque le plus grand territoire — celui de l'Est qui, dans la suivante décade seulement, atteint un degré de développement supérieur. Dans le groupe des douze pays du type intermédiaire l'emploi dans les professions non-agricoles oscillait dans les limites de 30 à 40 p.c. et comprenait, à côté de l'industrie, l'artisanat, dont les métiers de caractère semi-corporatif étaient éparpillés hors des grandes villes. La population concentrée dans les villes au-dessus de 10 mille habitants n'excédait pas 20 p.c. du total des habitants de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Lithuanie; en Pologne elle se rapprochait de 30 p.c., en Hongrie elle dépassait 40 p.c.

Tabl. 2. Groupement économique des pays européens vers 1930. L'emploi dans les professions non-agricoles par rapport au nombre total d'habitants ¹³

Territoires de l'Europe	arriérés	intermédiaires	développés	
	au-dessous de 30 p.c.	30 — 50 p.c.	50 — 70 p.c.	au-dessus de 70 p.c.
du Nord	URSS	Finlande	Suède	—
du Centre		Estonie	Norvège	—
		Lettonie	Danemark	
		Lithuanie	Allemagne	
		Pologne	Suisse	
		Autriche	Tchécoslova- quie	
du Sud-Est	Bulgarie Yougoslavie	Hongrie	—	—
du Sud-Ouest		Roumanie		
		Grèce		
		Italie		
		Portugal		
de l'Ouest		Espagne		
		Irlande	France Luxembourg Hollande	Angleterre Belgique

¹³ Mały Rocznik Statystyczny 1939 (*Petit annuaire statistique 1939*), p. 33 tabl. 29. Grand écart chronologique dans les relevés mis à profit: 1928—1934 limite les possibilités de comparer les données détaillées; Cf. Gospodarka światowa. Pro-

D'autres facteurs freinant l'accumulation intérieure résultaient de la limitation du chiffre d'affaires du commerce extérieur des pays en question, à la suite de leur retrenchement des marchés de l'Orient (URSS et Asie), ainsi que de conflits économiques avec le Reich Allemand. La Pologne éprouva surtout l'isolation de son marché, ce qui se manifesta en chiffres d'affaires propres (guerre douanière polono-allemande de 1925—1927) et de transit. L'animation du commerce extérieur dans les années de conjuncture se caractérisait par une participation relativement importante de la Tchécoslovaquie, deux fois plus élevée que celle de la Hongrie, et presque quatre fois que de la Pologne (par tête d'habitant). Les chiffres d'affaires de ces pays ont diminué de 50 à 70 p.c. dans les années de la crise économique et se sont maintenus jusqu'en 1938 à des positions les plus basses par rapport à l'échelle européenne ¹⁴.

En ce qui concerne le marché de crédit, l'étendue du chiffre d'affaires s'est apparemment élargie, car ces pays qui ont recouvré ou affermi leur souveraineté pouvaient profiter des capitaux étrangers non seulement privés, mais aussi de prêts accordés en vertu de contrats internationaux. Ces transactions basées sur le calcul des gains par les crédateurs étaient stipulées de garanties onéreuses pour les pays débiteurs. Les dites opérations étaient souvent liées à l'obtention de concessions pour l'exploitation des matières premières locales, soit pour l'importation de marchandises industrielles monopolisées.

La participation des capitaux étrangers dans les sociétés anonymes enregistrées p.e. en Pologne s'élevait de 40 à 51 p.c. du total de leurs propres capitaux (dans les années 1929—1934). Les gains de ces entreprises étaient pour la plupart exportés dans les centres de disposition à l'étranger, ce qui limitait sensiblement les fonds d'accumulation au pays même.

La structure des capitaux étrangers d'après leur origine changeait

dukcja i dochód społeczny w liczbach (*Economie mondiale. Production et revenu social en chiffres*), Warszawa 1939; L. Landau, Wybór pism (*Choix d'écrits*). Warszawa 1957, p. 351—426. En profitant des estimations de L. Landau j'ai appliqué d'autres classes de division ce qui semble plus rapproché de la structure réelle.

¹⁴ Chiffres d'affaires du commerce extérieur de quelques pays européens par tête d'habitant (en zlotys):

	1928	1938		1928	1938
Danemark	2 171	974	Tchécoslovaquie	733	223
Suède	1 285	822	Hongrie	370	162
France	901	276	Pologne	193	72
Allemagne	877	286*	Roumanie	183	77

Source: Mały Rocznik Statystyczny 1938, p. 162. * en 1936.

dans les périodes consécutives par rapport à la dynamique de l'expansion économique des pays développés; après 1870 ce sont les capitaux allemands qui dominaient, après 1890 — français et belges, après 1930 — anglo-américains¹⁵.

Le bilan général de l'industrialisation des pays européens dans la première décade d'entre-les-deux-guerres se caractérise par une disproportion approfondie entre les territoires développés et les territoires arriérés. A la lumière de données statistiques la participation de la valeur de la production industrielle et minière, par rapport à la production agricole, se présentait comme suit:

Tabl. 3. Valeur de la production industrielle et agricole des pays européens en 1929¹⁶ en pour cent par rapport à la production globale

Europe	Industrie et exploita- tion des mines	Agriculture	Europe	Industrie et exploita- tions des mines	Agriculture
Au total	73	27	Agricole: entre les autres	31	69
Angleterre	84	16	Pologne	32	68
France	73	27	Hongrie	30	70
Allemagne	71	29	Pays:		
			Baltes	21	79
			Balkans	19	81

A l'époque de la crise économique mondiale la chute de la production industrielle dans les pays agricoles durait environ sept ans. C'est seulement dans la période précédant le déclenchement de la seconde guerre mondiale (1937—1938) que se manifesta l'animation des investissements dans l'industrie lourde, ce qui pourtant n'a pas eu d'influence plus manifeste sur la structure économique des pays en question. Une division, désavantageuse pour ces pays, des fonctions productives à l'échelle européenne, ainsi que l'écart grandissant à l'échelle du revenu social par tête d'habitant sur les territoires développés — par rapport aux pays arriérés — devinrent une prémisse à la recherche d'un nouveau modèle d'industrialisation.

¹⁵ Probleme der Oekonomie und Politik in den Beziehungen zwischen Ost- und Westeuropa vom 17. Jahrhundert bis zur Gegenwart. Berlin 1960; L. Wellisz, *Foreign capital in Poland*. Londres 1938; Mały Rocznik Statystyczny 1939, p. 377. Kapitały obce w Polsce 1918—1939. Materiały i dokumenty (*Capitaux étrangers en Pologne 1918—1939. Matériaux et documents*). Rédigé et pourvu de préface et d'annotations par Z. Landau et J. Tomaszewski. Warszawa 1964.

¹⁶ Mały Rocznik Statystyczny 1939, p. 66.

Immédiatement après la fin de la deuxième guerre mondiale sept pays danubiens et slaves (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie et Albanie), ont adopté le modèle de l'industrialisation socialiste de l'Europe centrale et du Sud-Est. Ils comprenaient environ 10 p.c. du territoire de l'Europe et environ 20 p.c. du total des habitants (ca. 100 millions). Ils se proposaient de reconstruire leur structure sociale et économique en voie de réformes agraires et d'industrialisation, ainsi que de jalonner les perspectives de leur développement en se basant sur l'accumulation intérieure accrue dans les cadres de l'économie planifiée. Les pays particuliers, en profitant, plus ou moins, des expériences de l'URSS, les ont adapté à leur propre profil géo-économique et aux conditions formées par l'histoire. Leur système social et politique est basé sur la conjonction du pouvoir de la classe ouvrière et paysanne; il constitue, en outre, le nouveau type de démocratie populaire.

Les réformes agraires dans les années 1945—1946 apportaient la liquidation de la propriété foncière semi-féodale. En Pologne, la propriété individuelle des petites fermes paysannes fut conservée tout en assurant les crédits de l'Etat et l'aide agro- et zootechnique, aux fins du rehaussement du niveau de leur production.

La nationalisation de l'industrie et d'autres branches fondamentales de l'économie fut décisive pour la reconstruction de la structure économique générale de ces pays. Le processus de l'industrialisation fut basé sur les fonds centralisés de l'accumulation intérieure et jalonné par les indices quantitatifs et qualitatifs de production, conformément aux tâches indiquées par les plans économiques nationaux, votés successivement par les organes législatifs.

Les années 1945—1948/49 c'est la période de reconstruction de l'infrastructure et des équipements des usines industrielles, période de mouvements intenses de migration de la campagne vers les villes et de la formation de nouvelles structures sociales.

Les années 1950 - 1960 c'est la période de grands investissements des fonds de l'Etat, qui en Pologne p.e. ont augmenté dans la présente décennie de cinq fois; plus de 70 p.c. ont été destinés à la reconstruction de l'industrie, compte tenu de la priorité de la production des moyens de production. Le principe de concentration appliqué à l'implantation des objectifs industriels, justifié au point de vue économique, provoqua néanmoins un développement inégal des régions particulières du pays.

Les années 1960 - 1965 se caractérisent par la recherche de l'équilibre entre l'efficacité économique et sociale des investissements, par des corrections de la structure spatiale de l'industrialisation, par son rattachement au plan du développement proportionnel du réseau de communication et des villes.

Les résultats quantitatifs, obtenus dans les phases particulières et conditionnés par les positions de départ (telles que: état des ressources naturelles et des forces de production, importance des fonds d'investissement, rendement du travail), enregistrés statistiquement par les institutions centrales du droit international, permettent de faire des relevés comparatifs expliquant la place et les fonctions économiques de la zone centrale européenne nous intéressant. En prenant en considération les objections méthodiques relatives à l'étendue de l'analyse comparative de phénomènes observés dans deux formations différentes, nous nous limiterons à des indices de production essentiels. Leur choix est déterminé par des éléments analogues dans la structure de l'industrie des pays petits et moyens de la zone centrale mentionnés p. 198.

Le tableau (p. 198) tient compte de deux coupes chronologiques: vers 1938 et 1965 — périodes d'équilibre relatif sur les marchés mondiaux. Il contient des données en nombres absolus ayant trait à la grandeur de la production des branches choisies de l'industrie, et en nombres relatifs — par rapport à la participation dans la production mondiale. Ces derniers permettent de suivre la place occupée par l'industrie de l'Europe Est et notamment d'URSS ainsi que celle de l'Europe Centrale dans les systèmes variables des relations internationales. Ils démontrent aussi que l'URSS jouait un rôle décisif dans l'accroissement du potentiel de l'économie industrielle sur les territoires de l'Europe Orientale — par rapport à l'Europe Occidentale.

La dynamique du développement des branches fondamentales de l'industrie dans les pays discutés s'exprime dans le placement de plus en plus élevé qu'ils occupent à l'échelle mondiale, malgré leur potentiel de production objectivement modeste. La rapidité de leur essor dans les branches traditionnelles devance nombre de pays développés de l'Europe occidentale.

Le dilemme de leur retardement consiste actuellement en cela qu'ils ne suivent pas le développement des branches modernes de l'industrie, telles: l'industrie de machines électroniques, l'industrie chimique ainsi que les processus technologiques avec utilisation de l'énergie atomique.

D'autre part, les principes de base du modèle de l'industrialisation socialiste tendant à créer des conditions relativement optimales de développement de toutes les régions de ces pays font appliquer une tac-

¹⁷ *Annuaire Statistique de la Société des Nations 1937/38*, Genève 1938. *La Production Mondiale et les Prix*. Genève 1938. *Mały Rocznik Statystyczny*, Warszawa 1939. *World Economic Survey*. UN. NYork 1966. *Rocznik Statystyczny Przemysłu (Annuaire statistique de l'industrie)*, Warszawa 1967, p. 762—789. *Economic Survey of Europe*. ECE NYork 1966.

tique de „front large” d'investissements, également dans les domaines de l'économie agricole. Actuellement on protège l'accélération de l'industrialisation en voie de la division rationnelle du travail dans les branches spécialisées de la production, ainsi qu'en voie de l'intégration des moyens matériels de plusieurs pays aux fins de réalisation des investissements de base absorbant de gros capitaux.

En Europe contemporaine malgré de nombreuses analogies dans le développement du système de production technique, les contradictions des systèmes économiques et sociaux différents persistent. Il faut éviter les illusions, que le progrès de l'industrialisation forme des types rapprochés de „société industrielle” avec des qualités de solidarité, et crée ainsi une société „sans classes”¹⁸.

Les disproportions générales entre le train de l'industrialisation et la natalité augmentent aussi sur bien des territoires. Ce n'est que dans ces pays, où les privilèges des classes et groupes sociaux déterminés ont été abolis, il a été possible de liquider les disproportions mentionnées et d'augmenter plus rapidement le revenu national.

¹⁸ P. N. Rosenstein-Rodan, *Problems of industrialization of Eastern and South-Eastern Europe*, The Economic Journal 1943 No 3; C. Colin, *The conditions of economic progress*. Londres 1957; G. Myrdal, *Une économie internationale*, Paris 1958; Du même auteur: *Economic theory and underdeveloped regions*, Londres 1963.

Traduit par
K. MATUSIEWICZ